

# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 30 JUIN 1979

N° 29

PRIX Antilles 1,50 F  
France 2,00 F

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

## Editorial

### LE FEU SOUS LA CENDRE

« Les gendarmes ont réussi un beau coup de filet » annonce triomphalement France-Antilles, à qui la police fournit généreusement les photos des jeunes gens arrêtés. Et de s'empresser de baver sur eux, de les calomnier et de les désigner du doigt comme de dangereux voyous.

Mais derrière les murs de ces prisons coloniales, combien sont-ils à être victimes du même arbitraire et de la même hargne vengeresse et haineuse ? Combien sont-ils à croupir derrière les barreaux, à voir leur avenir compromis pour quelques mois de prison infligés par quelque juge raciste et méprisant ? Car la justice coloniale ne fait pas de cadeau. Elle écrase, humilie, condamne sans pitié. Et le verdict est d'autant plus lourd que la victime se trouve être placée au plus bas de l'échelle sociale. Pour quelque délit mineur, ou même sans délit mais sur simples soupçons, tout un mécanisme répressif, depuis longtemps rôdé et éprouvé, se met en branle et agrippe dans ses multiples rouages les victimes désignées. Les jeunes, et plus particulièrement les jeunes chômeurs, ceux que l'école a rejetés, et que la société coloniale condamne au chômage et à l'errance dans la ville, sont ses cibles privilégiées. Pour un minable vol à l'étalage, une assurance de mobylette non payée, une bousculade, parce qu'un voisin malveillant a fait courir un bruit suspect sur votre compte, parce que vous êtes jeune et que vous portez une coiffure ou des vêtements pas-comme-tout-le-monde, ou tout simplement parce qu'un gendarme ou un policier n'aime pas votre tête, vous voilà dénoncé, recherché, embarqué, et traîné menottes aux poings dans une cellule.

C'est un tel engrenage que connaissent de nombreux jeunes, en butte à l'hostilité et à la vindicte des gens au pouvoir et de ceux qui les servent. Plus ils sont pauvres, démunis, sans ressources et sans moyens de défense, plus la justice coloniale s'acharne sur eux.

Gendarmes et juges blancs, racistes, forts de l'autorité que leur confère leur place dans la société coloniale, bien payés, bien nourris, emplis de suffisance et de morgue, policiers et gardiens de prison noirs, méprisants, affichant un sentiment de supériorité d'autant plus marqué vis-à-vis de ces jeunes que leur servilité à l'égard du pouvoir colonial blanc est plus grande, tous s'entendent pour les poursuivre, les condamner, et les traiter plus bas que terre.

Cet acharnement contre les jeunes et contre les plus pauvres est une réalité constante du système colonial dans lequel nous vivons. Mais ceux qui appliquent ici leur justice de classe pour protéger leurs privilèges de nantis, leur confort de bourgeois et leur bonne conscience de colonialistes et de racistes, ne savent pas encore qu'ils devront un jour laisser la place, chassés par ceux-là mêmes qu'ils traînent aujourd'hui dans leurs prisons et qu'ils préparent en même temps à la colère et à la révolte.

## Martinique

# DES JEUNES EN PRISON POUR L'EXEMPLE



Actuellement, 6 jeunes sont encore en prison. Ils sont enfermés depuis 2 mois. Comme CHLOË, ils sont accusés d'avoir battu des Blancs sur les plages ou plutôt d'avoir formé des «gangs» pour le faire, puisqu'ils tombent sous le coup de la loi anti-casseurs qui punit également comme complice toute personne qui aurait de près ou de loin été associée à l'auteur d'une agression.

Mais aucune preuve n'est retenue contre eux. Un autre jeune, arrêté en même temps qu'eux, a fait trois semaines de prison au bout desquelles il a été relâché sans que rien n'ait pu lui être reproché.

Leur affaire traîne en longueur car le pouvoir manque de preuves et d'arguments et à l'heure où nous écrivons, le dossier n'a même pas encore été transmis aux avocats. Ceux-ci ne disposent donc d'aucun élément précis pour examiner le cas des emprisonnés. Nul ne sait à l'heure actuelle de quoi précisément ils

sont accusés, et quelles charges pèsent contre eux. Les autorités et l'administration coloniale se gardent bien d'exposer clairement l'affaire aux yeux du public.

La réalité, c'est que le pouvoir colonial cherche des coupables. Il veut faire un exemple. Il veut démontrer à toute la jeunesse de ce pays, à tous ceux qui se révoltent, ou qui tenteraient de le faire, qu'on ne saurait s'attaquer à ceux qui symbolisent ce pouvoir par la couleur de leur peau, les Blancs, sans s'exposer à une violente répression. Il veut démontrer que tous ceux qui s'en prendront à ce symbole de son autorité seront immédiatement et gravement châtiés.

Et ce n'est pas un hasard si ce pouvoir s'en est pris à des jeunes, et a organisé une véritable opération de ratissage pour les arrêter et les enfermer. Car les jeunes de ce pays sont effectivement ceux qui admettent le

moins l'oppression, les injustices et les iniquités du système colonial, et qui sont les plus prêts à se révolter. Et ils ont raison.

Alors les gendarmes n'ont pas perdu une minute et n'ont pas hésité à mettre en oeuvre les grands moyens pour procéder aussitôt à l'arrestation de quelques jeunes. Ces gendarmes sont bien moins efficaces et diligents lorsqu'il s'agit de découvrir les agresseurs de femmes seules. Mais là, il s'agissait pour eux de trouver des coupables : n'importe quels coupables, et au besoin d'en fabriquer. Et il s'agit pour la justice coloniale au service du pouvoir blanc raciste, de les condamner le plus lourdement possible.

C'est pour cette raison que ces jeunes sont encore en prison : C'est pour cela que CHLOË est morte.

Mais s'il s'était agi de Noirs qui avaient été battus, les gendarmes et les autorités coloniales n'auraient point été si rapides pour mener leur enquête. On peut même être sûr qu'ils n'auraient rien fait du tout. D'ailleurs, l'un des jeunes arrêtés a été agressé et battu par des militaires blancs. Ni la gendarmerie, ni la justice ne se sont préoccupées de retrouver les coupables.

En réalité, l'arrestation de ces jeunes est une affaire politique. On a voulu montrer à tous les jeunes et à toute la population qu'il ne faut pas toucher au pouvoir blanc, ce pouvoir colonial qui règne en maître sur la population noire des Antilles.

Mais en même temps, en agissant ainsi, le pouvoir montre qu'il a peur de la jeunesse. Il cherche à briser quelques jeunes et à donner par cet exemple une leçon aux autres, parce qu'il craint que cette jeunesse s'enflamme et se révolte contre son autorité. Il a peur que demain ce soient des milliers de jeunes qui crient leur haine de tout ce qui représente ce pouvoir colonial raciste et se mettent debout pour le jeter à bas.

Eh bien le pouvoir colonial a bien raison de le craindre. Et la violence qu'il sème aujourd'hui, le racisme qu'il secrète et la répression qu'il lance contre les jeunes ne peuvent que lui préparer des lendemains bien sombres.

# REFUGIES D'ASIE LE CULOT DES IMPERIALISTES ET L'IMPASSE DES NATIONALISTES

Commentateurs et hommes politiques, ainsi monsieur Stasi ex-ministre des DOM, déversent des flots d'indignation hypocrites sur le sort des réfugiés asiatiques.

Les grands états occidentaux, France, USA et autres, s'érigent en juges et condamnent le régime vietnamien. Mais particulièrement la France, cet Etat impérialiste interventionniste qui ne quitte ses colonies qu'après avoir saigné les peuples qu'il dominait, cet Etat qui pille les richesses de l'Afrique, après avoir pillé celles de l'ex-Indochine, cet Etat, ses plumitifs et ses serviteurs ose porter des jugements moraux à propos de l'affaire des «réfugiés de la mer».

Ils osent tous, responsables de la dégradation de la situation économique au sud-est asiatique, se poser en censeurs et rendre responsable le petit Etat du Viet-Nam.

Les voilà tous, journalistes et hommes politiques, indignés de la «barbarie» du Viet-Nam dont certains ressortissants quittent le pays, ou des Malais qui ne peuvent recevoir tant de réfugiés.

Tous ces gens n'ont pas un mot pour dire que cette région du monde a été dévastée par la guerre injuste que lui a imposée l'impérialisme, français puis américain.

Et si le gouvernement du Viet-Nam est bien obligé d'imposer des restrictions économiques à la population, c'est bien parce qu'il hérite d'une situation aggravée par les destructions dues à la guerre.

Il est bien possible que beaucoup de réfugiés soient partis parce que le régime bourgeois nationaliste en place à Hanoï et Saïgon n'est pas très démocratique. Mais bien des «réfu-

giés» sont aussi des gens qui soutenaient l'ancien état de choses. Que ce régime n'ait pas pu ou voulu associer à lui toutes ces couches, c'est possible. Que cela n'ait pas pu se réaliser parce que ces gens étaient trop liés avec les anciens maîtres du Viet-Nam, eux-mêmes quelquefois anciens trafiquants dans la période de corruption généralisée par la présence américaine, cela est plus que certain.

Le régime de Hanoï n'est pas un régime socialiste et en tant que direction politique nationaliste, il ne compte pour s'en sortir que sur les seules forces du Viet-Nam. Cela ne peut que rendre plus difficile toute solution des problèmes économiques. Car il n'est pas dit qu'une politique résolument socialiste, faisant appel aux travailleurs du monde entier, serait restée

Suite en page 4

# (Martinique) LA MORT DE CHLOE: UNE CRAPULERIE COLONIALE

Le lundi 18 juin le Procureur de la République annonçait dans France-Antilles que Philippe CHLOE, âgé de 21 ans, s'était suicidé par pendaison la veille dans sa cellule de la prison de Fort-de-France.

Tout porte à croire que ce «suicide» est bel et bien un crime car la version du «suicide» ne résiste pas à l'analyse des faits.

Et ces faits sont probants :

- Philippe CHLOE n'était pas démoralisé, il n'envisageait pas de mettre fin à ses jours. Il avait 21 ans.

- Il n'était pas malade mental comme France-Antilles l'a déclaré à son sujet: Ceci est un pur mensonge.

- Comment peut-on se pendre à un clou situé à 1m35 de hauteur, alors que CHLOE mesurait plus d'1m80 ?

- Pourquoi a-t-on déclaré qu'il était seul dans sa cellule alors que tout laisse penser qu'il était au cachot ? Ce mensonge n'est-il pas destiné à cacher le fait que dans un cachot il est strictement impossible de se suicider ? D'ailleurs, on ne laisse pas les prisonniers seuls en cellule.

- Pourquoi la trace de la corde ne passait pas sous le menton, comme il aurait été normal si le corps avait pesé dessus, mais au milieu du cou ?

- Pourquoi le cadavre avait-il les lèvres et les oreilles violacées, signe de l'asphyxie par un gaz ?

- Aucun prélèvement des poumons et des viscères n'a été effectué à l'autopsie. Aucune analyse de sang. Dans ces conditions, affirmer que CHLOE est mort par pendaison ressemble fort à une histoire montée de toutes pièces.

D'autre part :

- Des gaz ont été lancés dans la prison le jour de sa mort.

- Pourquoi CHLOE portait-il des traces de coups et des égratignures sur le corps ?

- Sa mort qui remontait à 9 h du matin n'a été annoncée à ses parents qu'à 17 h. Ce délai n'a-t-il pas été mis à profit par les autorités pour brouiller les pistes et faire disparaître les indices

de sa véritable mort ?

Oui, tout porte à croire que le suicide de CHLOE est suspect. Les gaz dégagés par des grenades lacrymogènes lancées contre lui, alors qu'il était au cachot, ont-ils causé sa mort ? Il sera difficile de le savoir exactement.

En tout cas, toute l'administration fait bloc pour couvrir les événements qui ont conduit à la mort de CHLOE.

Mais de toute façon le pouvoir, suicide ou non est responsable de la mort de CHLOE. C'est lui qui par mesure de répression anti-jeune l'a enfermé de force depuis deux mois sur un simple soupçon.

Nous sommes en présence d'une nouvelle forfaiture du pouvoir colonial. A la liste déjà longue des victimes de ce pouvoir raciste, assassin, aux noms des MARIE-LOUISE, NOUVET, ILMANY, JOVIGNAC, MIRVAL, il faut ajouter celui de Philippe CHLOE.



## Soutenons les jeunes! Exigeons leur liberation!

Un comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés s'est constitué. Nous appelons tous nos lecteurs et tous nos sympathisants à y adhérer et à participer massivement aux actions qu'il organise : réunions publiques, souscriptions, manifestations de rue, etc... Il faut que le soutien aux jeunes emprisonnés soit le plus large possible pour faire céder l'administration coloniale.

Pour prendre contact avec le Comité, s'adresser à :

352 Squadra D. Rue 23  
Cité Dillon - Fort-de-France.

Une réunion du Comité se tient tous les

samedis à 16 h à l'ex-pitt de Dillon.

Venez-y nombreux !

Combat Ouvrier est bien entendu partie prenante dans ce comité. Tout doit être fait pour que les six jeunes actuellement en prison soient libérés, et nous nous associons pleinement aux actions menées par le Comité de Soutien.

**LIBEREZ LES JEUNES EMPRISONNES !**

**A BAS LA JUSTICE COLONIALE !**  
**A BAS LE POUVOIR COLONIAL !**

## MAREE NOIRE DANS LA CARAIBE

Une nouvelle catastrophe est en passe, selon les dernières nouvelles, de se produire au large du Mexique.

Une nappe de pétrole de 200 kilomètres de côté pourrait, à bref délai, s'étaler et menacer Cuba et pourquoi pas, peut-être, les petites Antilles. Les côtes des Antilles pourraient sous peu ressembler à celles de la Bretagne d'il y a quelques mois, puisque l'ampleur de la catastrophe actuelle serait comparable à celle du Torrey Canyon.

La cause en serait, il y a à peu près un mois un forage trop en profondeur d'une nappe de pétrole. La pression du pétrole était tellement forte que cela aurait eu pour conséquence la détérioration de toutes les installations et depuis près d'un mois ce seraient plus de 30.000 tonnes de pétrole qui chaque jour s'échapperaient de ce puits pétrolier, polluant ainsi le Golfe du Mexique.

Toutes ces informations sont bien sûr à mettre au conditionnel, parce que ces messieurs qui dirigent les opérations ne se sont pas préoccupés d'informer au moins les populations concernées.

Voilà où nous conduit l'appétit de ces grosses sociétés capitalistes dont la préoccupation unique est le profit maximum. Rien n'a été prévu pour parer aux éventuels accidents. Les compagnies pétrolières en sont maintenant à

bricoler, mettant par là-même en danger l'équilibre, la salubrité de toute une région. Mais c'est bien là le cadet de leurs soucis.

Bien sûr, nous trouverons toujours des gens pour expliquer que ces accidents sont inévitables parce qu'il faut absolument rechercher, prospecter de nouvelles réserves pétrolières. Mais d'abord cette course à l'énergie est-elle vraiment indispensable ? N'est-elle pas plutôt la conséquence de l'anarchie de la société capitaliste ? Cette société est telle, que dans le même temps où elle prétend faire des économies d'énergie, elle se livre à des gaspillages insensés. Il ne s'agit pas certes d'être contre la recherche de nouvelles sources d'énergie, mais nous, révolutionnaires, nous pensons que si la société était organisée différemment, si elle fonctionnait pour la satisfaction de la majorité de la population, et non au profit d'une minorité, bien des économies pourraient être faites... La société serait organisée de façon plus rationnelle, et il y a fort à parier que des catastrophes de ce genre non seulement seraient plus rares, si ce n'est inexistantes, mais qu'en tous cas, tout serait prévu pour y faire face.

Noël CANTIUS.



## Guadeloupe Enseignement: austérité pour la rentrée

La rentrée scolaire prochaine sera en tous points marquée du sceau de l'austérité et de la pénurie en Guadeloupe. 65 classes seront supprimées dans l'école élémentaire sous prétexte de la baisse de la natalité.

Dans l'école pré-élémentaire, 20.000 enfants de 2 à 4 ans ne seront toujours pas scolarisés. Les écoles maternelles sont en nombre insuffisant.

Quant aux enfants handicapés, ce n'est pas de sitôt qu'ils bénéficieront d'un encadrement normal et régulier. Il n'y a en tout et pour tout que 4 groupements d'aide psycho-pédagogique (G.A.P.P.) alors qu'il en faudrait une soixantaine.

L'enseignement du second degré connaît cette année le seuil de l'intolérable. Les collèges d'enseignement secondaire (C.E.S.) sont tous surchargés. Déjà l'an dernier ils abritaient 33.000 élèves, alors que leur capacité d'accueil est de 20.000 élèves. Certains fonctionnent en dépit de toutes les normes de sécurité, c'est le cas des C.E.S. de Carnot et du Raizet, qui ont des effectifs de loin supérieurs à ceux prévus par les services de sécurité.

Alors, de très nombreux élèves ne trouveront pas de places dans les collèges existants en septembre 79, ils travailleront dans de très mauvaises conditions. Quant à ceux qui auront la chance d'y être, ils courront à tout moment le risque d'accidents graves en cas d'in-

fermation, de tremblement de terre ou d'évacuation rapide, car l'administration coloniale n'a pas jugé utile de construire d'autres collèges. Bien au contraire, c'est à des replâtrages sur le dos des élèves qu'elle a recours. Ainsi un nombre non négligeable d'élèves de CM2 devront redoubler, faute de places en 6ème.

Et comme pour parfaire ce tableau déjà fort sombre, la politique de liquidation de l'Ecole Normale se poursuit. Cette année par exemple, les candidats au centre de formation des PEGC ont appris le jour même de l'examen que ce dernier était reporté à une date « ultérieure ». Jusqu'à ce jour ils n'ont reçu aucune autre information concernant cet examen.

C'est que le pouvoir colonial se moque éperdument de la formation des enseignants. Alors face à la détérioration du système éducatif, les parents d'élèves de la région de Pointe-à-Pitre et des Abyennes se sont constitués en comité régional.

Mais il ne suffira pas d'être inquiets comme le sont les dirigeants actuels de la Fédération de l'Education Nationale. Ou bien les usagers de l'école, élèves, parents et enseignants accepteront la politique scolaire du gouvernement français et en seront victimes, ou bien ils engageront le combat contre cette politique.

Jean IGNACE.

## Dominique : le nouveau gouvernement devra compter avec les travailleurs

Comme nous l'annoncions dans le numéro précédent, Patrick John, quoique n'ayant pas officiellement remis sa démission, a été écarté du pouvoir. Le parlement s'est en effet réuni, et après avoir élu un nouveau président, Armour a désigné le nouveau premier ministre. Celui-ci n'est autre que J.O. Seraphin (ancien ministre de l'agriculture de P. John), qui a désormais l'appui de la majorité des députés. Il a formé son gouvernement, qui doit assurer l'intérim jusqu'à de prochaines élections, dont la date n'a pas encore été fixée.

On le voit, ce ne sont donc pas des hommes nouveaux qui se trouvent à la tête de l'Etat. Et le peuple dominicain, qui s'est si courageusement battu pour renverser Patrick John, se voit floué de sa victoire.

Car, on peut en être sûr, c'est fondamentalement la même politique qui continuera d'être menée par le gouvernement dominicain, même si le récent mouvement de masse aura montré que les travailleurs ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi. Défendant les intérêts des capitalistes, Seraphin s'y prendra peut-être avec davantage de précautions que John pour faire supporter aux travailleurs la misère et l'exploitation. Mais les buts restent les mêmes, et s'il l'estime nécessaire, Seraphin peut très bien, dans un avenir plus ou moins proche, faire intervenir des forces de répression.

Une fois Patrick John écarté, et Seraphin parvenu au pouvoir sous la pression de la grève

générale, ce dernier n'a eu qu'une hâte : faire reprendre le travail. Arguant du fait que ce mouvement aurait coûté très cher à l'économie du pays, multipliant d'autre part les « appels au calme », le nouveau premier ministre a dit qu'il fallait désormais « rétablir la paix et la stabilité ».

Il s'agit avant tout pour lui et la classe dirigeante qu'il représente de démobiliser les travailleurs, et de permettre aux capitalistes, locaux et étrangers, de recommencer au plus vite à faire des profits. Ayant vu la force que représentent les travailleurs et la jeunesse, lorsqu'ils sont déterminés, Seraphin sait très bien que, pas plus que John, il ne résisterait au mécontentement populaire.

Après plus de trois semaines de grève totale et de mobilisation, les travailleurs ont recommencé à travailler au début de cette semaine. Faute de perspectives claires, faute d'une organisation représentant réellement leurs intérêts, une telle évolution était prévisible. Mais l'expérience vécue par la classe ouvrière dominicaine est loin d'être négligeable. Elle ne peut que montrer aux plus conscients parmi les travailleurs et les jeunes la nécessité d'une organisation qui leur soit propre, la défiance à l'égard des politiciens bourgeois et les orienter vers le seul objectif qui en vaille la peine : la prise du pouvoir par les travailleurs.

Max RODON.

# METTRE A LA RAISON LES AGRESSEURS DE FEMMES

Avec l'attentat sadique contre une jeune femme à la Pointe-des-Nègres, la psychose des attaques contre les femmes isolées s'installe parmi les femmes. A Fort-de-France et dans les quartiers périphériques, de nombreuses femmes craignent de sortir dans la rue à la tombée de la nuit, surtout lorsqu'elles sont à pied et qu'il leur faut passer dans des endroits qui ne sont pas éclairés.

La population croît de plus en plus qu'il existe une relation entre cet attentat et ceux perpétrés les mois derniers contre des femmes et dans des conditions très comparables à Redoute et à Bellevue. Et elle se demande déjà qui sera la prochaine victime.

Face à ces agressions successives, policiers et gendarmes se montrent bien peu efficaces. Et malgré les grands déploiements de forces de l'ordre sur les lieux de l'attentat pour recueillir des indices, on se rend compte qu'il est plus rapide et plus simple pour ces hommes, de présenter à la vindicte populaire les jeunes des quartiers pauvres, arrêtés sans mobile avoué, que d'empêcher les méfaits de quelques déséquilibrés.

Mais la population ne peut rester désarmée face au problème de sa protection.

Ce sont des femmes qui sont agressées, mais ce problème ne concerne pas uniquement les

femmes, mais l'ensemble de la population. Car aucun homme, aucun jeune ne doit admettre qu'une partie de leurs soeurs, femmes, mères, soient ainsi terrorisées et ne puissent vivre sans la hantise d'être attaquées, battues ou violées.

Il doit se trouver des jeunes hommes et jeunes femmes qui refusent de voir s'installer par mi eux la méfiance et la peur. Alors, ils peuvent exiger que les femmes soient respectées. Il leur est possible de s'organiser eux-mêmes, par quartier pour exercer une véritable surveillance (et en particulier dans les zones mal éclairées), contre les déséquilibrés et les lâches qui s'attaquent aux femmes isolées. Alors, s'ils savent qu'ils sont surveillés par la population elle-même, méprisés pour leur attitude, les lâches et les déséquilibrés sauront qu'ils ne pourront plus agir impunément ; et de toute façon, il sera possible de les empêcher de commettre leurs forfaits.

Tous les jeunes savent ce que veut dire oppression, arbitraire, répression. Ils sont bien placés pour empêcher toute forme de violence contre la partie féminine de la population.

En agissant ainsi, ils préserveront et renforceront l'unité entre femmes et hommes, pour mener ensemble des combats pour la défense de leur dignité.

M.T.

## S.I.G. : TAVERNIER REPRIME

Depuis quelques jours, certains travailleurs de la SIG sont convoqués au commissariat de Pointe-à-Pitre pour y être interrogés. Accusés de sequestration par la direction de la SIG, ces travailleurs sont questionnés cependant sur bien des points n'ayant aucun rapport avec cette «sequestration». Ainsi il leur est demandé s'ils sont pour l'indépendance, ce qu'ils pensent des événements de la Dominique s'ils sont liés à certaines organisations politiques d'extrême gauche...

Ces interrogatoires ne sont qu'un des aspects de tout l'arsenal juridico-policié mis en place par la direction de la SIG depuis la grève pour intimider, diviser, et surtout décourager les travailleurs.

Autre manœuvre de la direction, tenter de faire élire une liste au nom d'un «syndicat autonome» aux élections du comité d'entreprise ;

Pour cela, Tavernier avec l'aide des «petits chefs» et de quelques serveurs zélés, a fait campagne pour l'abstention au premier tour, et le quorum n'ayant pas été effectivement atteint lors de ce tour il peut donc présenter sa liste au deuxième tour et faire campagne. Par tous les moyens, Tavernier cherche à écarter les représentants syndicaux du moindre poste de responsabilité.

Tavernier donne libre cours à sa hargne anti-généralistes et anti-syndicalistes.

Pourtant, sans se décourager, les travailleurs conscients poursuivent la tâche d'éducation et d'organisation de leurs camarades.

Les brutalités et la hargne anti-ouvrières de Tavernier ne pourront qu'ouvrir les yeux à ceux qui hésitent à regarder en face les réalités.

## FR3 Guadeloupe : "Ti Kamo" tient bon !

Il y a de cela quelques jours, la direction de FR3 Guadeloupe a tenté une fois encore de supprimer l'émission «Ti Kamo» animée par Robert Dieupart.

Nombreux sont ici ceux qui connaissent et apprécient cette émission. D'une part, parce que c'est, avec celle de Casimir Létang, une des rares émissions en créole, et aussi parce que Dieupart réalise assez souvent des interviews intéressantes, donnant la parole à des gens du peuple, et en particulier à des gens qui ont le sens critique.

Pour la direction de FR3, et ceci depuis un certain temps déjà, «Ti Kamo» doit être rayé

des programmes. Ceci pour au moins deux raisons, d'abord parce que le fait qu'elle soit réalisée en créole rend difficile un contrôle total de cette émission ; et ensuite parce que cet usage du créole crée également une sorte de complicité entre l'animateur, ses invités et les auditeurs.

Mais tout comme la première fois, dès l'annonce que la menace de suppression planait sur «Ti Kamo», le public a manifesté son mécontentement par pétitions, appels téléphoniques et démarches diverses. Et le nouveau directeur a dû faire comme l'ancien, c'est-à-dire réfréner jusqu'à nouvel ordre sa volonté de censure.

### ECHOS

### ECHOS

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE :

#### ENCORE UNE ATTAQUE CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Dans le cadre des mesures ministérielles, la direction nous a informés que nous ne pourrions plus bénéficier des cumuls de congés, sauf cas de force majeure.

Cette possibilité déjà réduite que nous avions de cumuler nos congés était pourtant la moindre des choses puisque pour bénéficier par exemple de deux mois de congé d'affilée, il fallait l'accord de la direction et rester 2 ans au travail sans vacances.

Mais même ce choix d'aménager nos congés comme nous le voulions ne nous est plus accordé, sauf cas exceptionnel.

Mais nous savons qu'il ne faudra pas trop compter sur la générosité de la direction pour nous accorder de dérogation.

Organisons-nous afin de contraindre la direction à prendre en compte nos besoins en congé et à les satisfaire.

#### NON AU DIKTAT DES JOURS DE RECUPERATION !

*Dans la plupart des services du CHFF, nous ne pouvons prendre nos récupérations comme nous le voulons, car seuls certains jours sont affectés à la récupération. Il manque en effet du personnel, et la moindre absence se révèle désastreuse pour la marche du service.*

*Dans ces conditions nous arrivons à totaliser plusieurs jours de récupération par an et quand nous demandons à les prendre à la suite de notre congé annuel, le plus souvent nous n'avons pas satisfaction.*

*Nous devons avoir nos récupérations quand nous le désirons, c'est un dû. Que la direction se débrouille pour embaucher du personnel pour assurer le service !*

## Augmentation des prix : Le cynisme du gouvernement

Les élections passées, le gouvernement se sent les mains libres pour organiser la hausse des prix. Il le fait en affichant le plus parfait mépris vis à vis de la population. C'est le cas pour la hausse du prix des carburants. Le mercredi 20 juin au soir et le jeudi toute la journée, les ministres ont prétendu qu'ils n'ont rien décidé concernant les produits pétroliers. Cependant le vendredi matin ils annoncent une hausse de 9 centimes du prix du super, ainsi que des autres carburants. Cette augmentation du prix des carburants, orchestrée par les Barre et Giscard, touche essentiellement les petites gens qui sont obligés d'utiliser leurs voitures pour aller travailler faute de transports en commun ; elle touche

également ceux qui utilisent ces transports car les patrons de ces compagnies de transport ne manqueront pas de répercuter sur le prix des billets cette hausse de l'essence.

L'augmentation des prix des carburants est peut-être la plus spectaculaire mais les prix d'autres services suivent la même évolution. Les loyers, les timbres, le téléphone, les tarifs de la RATP, de la SNCF en France ont augmenté ou vont augmenter sous peu.

Mais le gouvernement n'est pas très sûr de lui. Il choisit la période des vacances pour perpétrer ses mauvais coups. Rien ne dit que les travailleurs de France accepteront ces hausses.

## LOYERS : LA FLAMBEE !

Des le mois de juillet, les loyers des logements non réglementés seront «libérés», c'est à dire que les propriétaires de ces logements pourront fixer comme ils l'entendent le montant de leurs loyers.

Les logements «non réglementés», ce sont ceux qui ont été construits après le premier septembre 1948 ou qui ont été libérés par décret après avoir été soumis à la loi restrictive des loyers de 1948.

Cette «libération» des prix aura inévitablement pour conséquence une augmentation générale des loyers, car les propriétaires individuels et les sociétés qui, pendant deux ans ont été soumis à un régime de blocage ne se priveront pas pour augmenter et même «rattraper» leurs prix. Les propriétaires individuels et les sociétés privées ont déjà fait savoir qu'ils augmenteraient leurs prix... ces prix sont parfois démesurés: Par effet d'enchaînement, petit à petit, les sociétés de type HLM ou SIG vont augmenter aussi leurs loyers de façon sensible.

## Le colonialisme en chiffres

Les chiffres de la balance commerciale de la Guadeloupe viennent d'être publiés pour l'année 1978.

498 millions d'exportations, mais surtout 1.910 millions d'importations : voilà les chiffres qui sont déterminants pour les quelques privilégiés du système colonial !

Ces chiffres illustrent parfaitement l'état de dépendance dans lequel se trouve l'économie de la Guadeloupe par rapport à celle de la France des capitalistes.

Ce qui en particulier constitue un véritable scandale, c'est que dans un pays comme le nôtre, où il existe de réelles possibilités sur le plan agricole, les principales importations sont précisément des produits agro-alimentaires.

C'est ainsi que la Guadeloupe a importé en 1978 pour 55 millions de francs d'œufs et de laitages, 85 millions de viandes et de

volailles, 25 millions de légumes frais.

Ces produits auraient pu être obtenus ici même en Guadeloupe et en Martinique. Soit pour la totalité de la demande, soit, tout au moins, de manière à diminuer considérablement certaines importations.

Mais voilà ! Il faudrait pour que cela soit possible, que la Guadeloupe ne soit plus ce qu'elle est... c'est-à-dire une colonie, un marché, un déversoir pour toutes les marchandises produites par la métropole.

Car ce qui pour la population laborieuse des Antilles constitue un grave désavantage et un manque à gagner, représente au contraire pour les capitalistes français et pour l'import-export en Guadeloupe, une véritable manne.

J. D.

## livres

LES ARBRES DE LA LIBERTE

Un groupe d'élèves du lycée Baimbridge, encadrés par leur professeur d'histoire, se sont attelés à la tâche intéressante et peu courante d'écrire l'histoire de la Guadeloupe.

Le résultat est un petit livre sur la lutte des esclaves en Guadeloupe qui suivit la révolution française de 1789. Le livre est sympathique du fait même que les événements sont présentés du point de vue des esclaves en lutte et tout particulièrement de l'esclave qui fut le combat-

tant pour la liberté, Ignace.

L'histoire commence sur le bateau des négriers et se termine avec la mort d'Ignace. A travers le livre, nous vivons les révoltes des esclaves enchaînés, puis le marronnage, l'organisation des esclaves, leur libération (en 1792) et enfin, la lutte courageuse et désespérée contre les troupes de Napoléon venues rétablir l'esclavage en Guadeloupe.

Edition Caribéenne - 22 F.

Deux livres édités aux Editions Caribéennes ont retenu notre attention. Deux livres de Justin Lhérisson, né en 1873, et qui disent la misère et la corruption dans l'Haïti du début du 20e siècle. Des livres encore d'actualité car ils décrivent une réalité que l'on peut encore trouver tant en Haïti qu'en Martinique ou en Guadeloupe.

#### LA FAMILLE DES PITITE CAILLE.

C'est l'histoire d'une famille haïtienne, de son ascension puis de sa chute. Cette ascension se fait comme souvent aux Antilles, grâce à la politique, dont les pratiques corrompues et frauduleuses sont décrites dans le livre. Est aussi dépeinte la misère du petit peuple d'Haïti, ainsi que l'oppression subie par les pauvres, en particulier du fait de l'armée, sous le dictateur de l'époque.

#### ZOUNE CHEZ SA NINNAINE

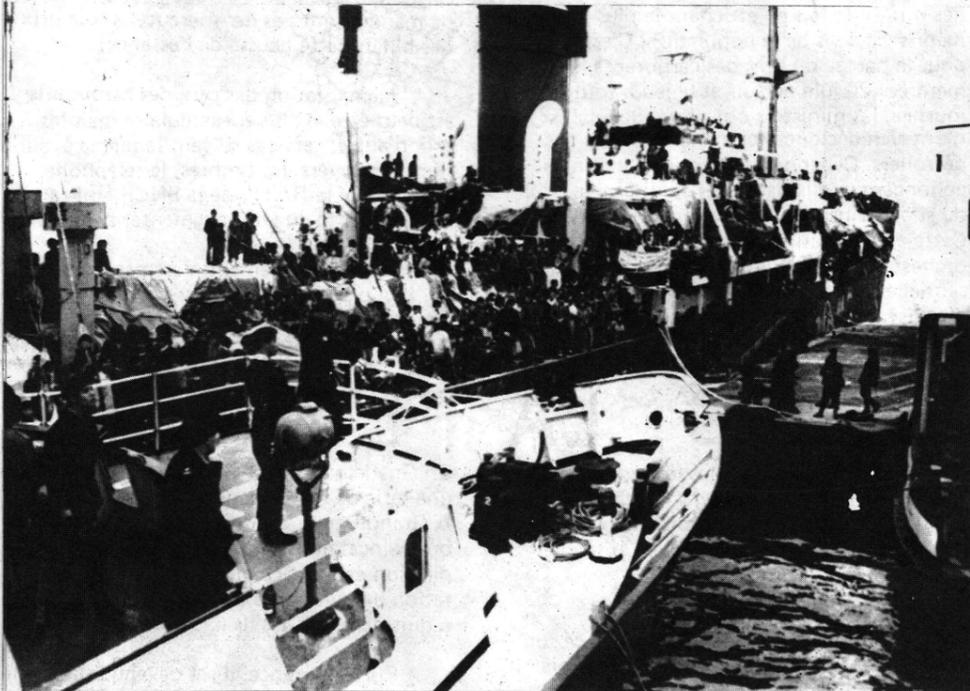
Du même auteur que «La famille des Pitite Caille» et édité dans le même ouvrage, ce livre raconte la vie d'une femme.

«Fenn gain sept sauts pou li sauté», la femme a sept épreuves à passer. Sept épreuves d'autant plus douloureuses que Zoune est née dans la misère, d'une famille de paysans très pauvres. Elle connaît la malnutrition, la faim. Puis après une période plus calme passée avec sa «Ninnaine», sa marraine, Zoune va connaître la douleur d'être une femme. Justin Lhérisson décrit la convoitise des hommes à l'égard de Zoune, le mépris qu'ils ont des femmes en général et enfin la souffrance de Zoune liée aux humiliations qu'elle subit en tant que femme. Une dénonciation de la situation faite chez nous aux femmes, et en particulier aux femmes dans la misère.

30 F: le livre.

# REFUGIES D'ASIE: LE CULOT DES IMPERIALISTES ET L'IMPASSE DES NATIONALISTES

(suite de la page 1)



sans résultat. A commencer par la guerre qui a été menée contre l'impérialisme, qui aurait pu devenir l'affaire des ouvriers du monde entier.

Le prix payé par le peuple vietnamien aurait pu être infiniment moins lourd qu'aujourd'hui, s'il avait réclamé aux travailleurs américains ou

français de mettre fin à leur passivité et de s'opposer à leur propre bourgeoisie.

La remise en route de l'économie eût été infiniment moins pénible, moralement et matériellement. Certes aujourd'hui le régime, devant les attaques en tout genre venant de l'extérieur, est porté à se durcir à l'intérieur par réflexe d'auto-défense. Et probablement personne à la tête de l'Etat vietnamien ne proposera de retenir les gens qui partent vers d'autres cieux (qu'ils soient chinois ou vietnamiens authentiques!).

Mais même ce durcissement aurait pu prendre un tout autre sens si la classe ouvrière dirigeait au Viet-Nam.

Les coups des travailleurs, leurs mesures répressives, leurs restrictions aux libertés toucheraient les ennemis irréductibles de l'Etat des pauvres. Mais l'Etat ouvrier chercherait à gagner à lui la sympathie de toutes les couches populaires, sans esprit de vengeance.

Nourrir tous ses enfants serait une visée noble de cet Etat. Et il y serait parvenu grâce à une orientation politique fondée sur la participation massive, démocratique, de tout le peuple aux décisions et à l'organisation d'un plan économique contrôlé par tous.

En disant cela, on ne peut ignorer dans quelles difficultés réelles se débat la direction politique en place à Hanoï et Saïgon. On ne peut ignorer que l'impérialisme a considérablement

aggravé la situation.

Mais si nous soutenons et soutiendrons toujours toute nation opprimée ou qui est en butte aux attaques des grands Etats impérialistes, il nous appartient de préparer un autre avenir que celui qui est proposé par les nationalistes vietnamiens.

Car le problème des réfugiés posé publiquement - même si c'est dans la mauvaise foi et l'hypocrisie évidentes des puissances impérialistes - conduit à tirer des conclusions politiques pour les luttes futures.

C'est aussi une façon de préparer des voies moins douloureuses et plus efficaces dans les révolutions à venir.

L'exemple du nationalisme au Viet-Nam comme ailleurs - et le problème des réfugiés n'en est qu'un signe - montre que cette voie nationaliste est une voie de garage.

La politique à conduire doit permettre non seulement de se libérer de toute domination directe de l'impérialisme, mais de propulser des forces qui devront agir en son sein et le détruire de l'intérieur. Ce sont les travailleurs, vivant au coeur du monstre qui ont cette mission historique à remplir. Ceux qui se révoltent et se battent contre la domination plus brutale de l'impérialisme dans des pays comme le nôtre doivent les y appeler.

G. RASSAMY.

## PETROLE: MENSONGES ET CYNISME

Rarement crise aura été aussi artificiellement entretenue que celle du pétrole. Grosses sociétés et gouvernements s'entendent comme larrons en foire pour orchestrer l'immense campagne de mensonges et pour tromper les peuples du monde entier.

Toute la presse, toutes les radios, les discours, conférences des hommes d'état font porter la responsabilité des hausses sur les pays producteurs et font croire à des millions de gens qu'il y aurait pénurie de pétrole. On demande donc aux gens de faire des économies d'énergie, de limiter la vitesse en voiture, de

diminuer le chauffage dans les pays froids, etc.

En réalité, non seulement les réserves de pétrole sont encore très importantes, mais les hausses, ce ne sont pas les pays producteurs qui en sont responsables. Certes, ces pays, pauvres et sous-développés sont obligés pour résister à l'inflation mondiale créée par les pays capitalistes de réajuster le prix de leur pétrole, mais le prix du brut sorti du puits reste sans commune mesure avec celui qui est pratiqué par Shell Total ou B.P. Ces grosses sociétés revendent ce pétrole près de 70 fois plus cher qu'à l'achat et les gouvernements prélèvent

jusqu'à 46% de taxes sur ce pétrole. Voilà d'où provient la véritable augmentation du pétrole. Les grosses sociétés pétrolières réalisent des profits colossaux et l'on fait croire à la population que ce sont les Arabes qui sont responsables de leurs difficultés, de la hausse, de l'inflation, de la crise...

Les USA font actuellement payer à tous les autres pays le poids des hausses, pour soutenir leurs puissantes sociétés pétrolières. Ils rachètent le maximum de pétrole et organisent le chantage à la hausse en fermant les robinets.

La pénurie, la responsabilité des pays de

l'OPEP, tout cela n'est qu'un scénario monté de toutes pièces, et pendant que gouvernements et hommes d'état demandent aux gens de se serrer la ceinture et d'accepter les restrictions, pendant qu'ils créent un climat de crainte et la peur du manque dans la population, quelques capitalistes s'empressent cyniquement les poches et toute une classe, celle des grands bourgeois, des magnats du pétrole, tous les puissants de ce monde vivent dans le luxe et n'hésitent pas, eux, à gaspiller à qui mieux mieux.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE.

## FESTIVAL CULTUREL DE FORT DE FRANCE

Cette année encore le Festival Culturel va attirer chaque soir en différents points de la ville des centaines de spectateurs. Dédié aux «luttres du peuple afro-américain» ce festival rassemblera de nombreuses troupes et des artistes noirs venus des Etats-Unis. Représentant la communauté noire, ces musiciens, chanteurs, danseurs ou sculpteurs se produiront pendant tout le mois de juillet dans la plupart des centres culturels de Fort-de-France. On notera la présence du LIFE FORCE ENSEMBLE (jazz moderne), TOPAAZ (soul-music), PAMELA FRALEY et EMME KEMP (chanteuses), JOHN ROSS (pianiste de jazz), JOHN SELLERS (blues), et la fameuse troupe de danseurs J'ALVIN AILEY, La CONTEMPORARY DANCE COMPAGNY dont les ballets modernes sont connus dans le monde entier.

Des expositions d'artistes noirs américains et des films seront présentés: Un certain nombre de personnalités participeront à des débats, dont la très célèbre militante communiste ANGELA DAVIS ainsi que la veuve de MARTIN LUTHER KING, NANCY AVERY militante des droits civiques, YUSEF LATEEF musicien de jazz, et bien d'autres.

A noter que les artistes se produiront bénévolement.

C'est donc l'art et la culture du pays le plus avancé du monde, les Etats-Unis qui seront représentés à ce festival. La richesse artistique et culturelle de la plus grande puissance mondiale, où se rencontrent toutes les manifestations et toutes les influences dans les divers

domaines de l'art, ne peut que se refléter dans les productions des créateurs noirs américains, mais ils ont aussi quelque chose de plus à exprimer en tant que représentants d'une minorité raciale opprimée: Ce quelque chose, c'est d'avoir été et d'être encore par bien des côtés à l'avant-garde des luttes menées aux Etats-Unis contre l'injustice, l'oppression et le racisme. Ce quelque chose, c'est d'avoir été et de constituer encore un espoir pour tout le peuple américain.

Mais les artistes et les personnalités noires américaines ne seront pas seuls à l'affiche de ce festival.

On y verra aussi des troupes théâtrales, des musiciens et des chanteurs de Martinique et de Guadeloupe. Le THEATRE DU CYCLONE présentera une nouvelle pièce: «Ganmach», TAKOUTA MIZIK fera entendre ses gros-kas, EUGENE MONA, DJO DESORMO, GUY MÉTHALIE seront également présents, ainsi que les ensembles FALL FRETTE et FLEUR CRÉOLE. D'autre part les ateliers théâtre, musique, flûte et percussion, danses traditionnelles et contemporaines, du SERMAC, produiront les résultats de leurs travaux et de leurs recherches ainsi que les ateliers audio-visuel, céramique, vannerie, sérigraphie et photographie.

D'autres groupes de musique (TCHIMBÉ RAID, NEG SÉ, FLAMME PICHEVINE, JAKATA) créeront une animation sur la place de la Savane et dans les quartiers.

Ce festival promet donc des spectacles riches et variés, et nous engageons chacun à profiter au maximum de ce mois exceptionnel de manifestations culturelles.

C.G.



JOHN ROSS



PAMELA FRALEY une chanteuse étonnante.



EMME KEMP et son trio, Une atmosphère torride le Swing à l'état pur.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728